

Alerte interne

Guide 2025



Domus*vi*

Pour toutes questions, transmettez votre demande à
conformite@domusvi.com ou rendez-vous sur le site
internet dédié à la **conformité des affaires**.

Le statut de lanceur d'alerte

1 Le lanceur d'alerte est...

Toute **personne physique** :

- **interne** à l'entreprise
- **externe** à l'entreprise & qui a **personnellement connaissance** des faits

2 Qualifié comme tel si...

- Il **signale** ou divulgue des **informations**
- **Sans contrepartie financière**
- Et de **bonne foi** (croit en l'exactitude des faits)

3 Sans appréhender de...

- Voir sa **responsabilité pénale engagée**
- Subir un **préjudice** (atteinte à sa réputation via les réseaux sociaux)
- Être **suspendu** dans ses fonctions, **mis à pied** ou **licencié**
- Être **rétrogradé** ou se voir **refuser une promotion**
- Faire l'objet de **mesures disciplinaires**, de **discriminations**

Objet de l'alerte

Toute violation...

ou tentative de dissimulation d'une violation

- D'une **loi** ou d'un **règlement**
- Du **droit de l'Union Européenne**
- D'un **engagement international** ratifié par la France
(missions humanitaires, anti-terrorisme...)

Qui constitue...

- Un **crime** (vol aggravé, viol, attentat...)
- Un **délit** (fraude, corruption, harcèlement...)
- Une **menace** ou un **préjudice** pour l'**intérêt général**
(agissement portant atteinte à la sécurité de la population)
- Toute **atteinte grave envers les droits humains** et les libertés fondamentales, la **santé** et la **sécurité** des personnes

Le dépôt d'alerte

1 Accéder au dispositif d'alerte



2 « Nouvelle déclaration »

- Vous basculez sur la plateforme Witik®, plateforme logicielle sécurisée garantissant la confidentialité des données

3 Description des faits

- Vous vous identifiez ou vous déposez une alerte anonyme
- Vous choisissez la catégorie d'alerte
- Vous décrivez les faits motivant le dépôt de votre alerte
- Vous pouvez joindre des fichiers

4 « Soumettre mon alerte »

- Transmission de votre alerte au Responsable Conformité

Les catégories d'alerte

● « Je ne suis pas sûr »

● Corruption

- Offrir ou recevoir une invitation, un pot-de-vin..., directement, ou par l'intermédiaire d'un tiers, pour favoriser l'obtention d'un contrat ou d'une autorisation.

● Discrimination ou harcèlement au travail

- Traitement défavorable en raison des origines, du sexe, de l'âge, des opinions, ou tout autre critère défini par la loi.
- Comportement répété portant atteinte aux droits d'une personne ou, altérant sa santé ou, réalisé dans le but d'obtenir un acte à connotation sexuelle non sollicité/non désiré.

● Protection de l'environnement

- Dommages causés à l'air, l'eau, le sol, les sites naturels, la diversité biologique...

● Pratiques anticoncurrentielles

- Ententes (horizontales ou verticales), abus de position dominante.

● Santé, hygiène et sécurité au travail

- Non-respect de la santé et de la sécurité des collaborateurs, protection des personnes vulnérables.

● Domaine financier, comptable et bancaire

- Blanchiment d'argent, fausse facture, manipulation de chèques, notes de frais fictives, fraude au changement de RIB.

● Conflit d'intérêt

- Intérêt personnel portant atteinte à l'exercice indépendant, impartial et objectif des fonctions d'un collaborateur.

● Protection des droits fondamentaux

- Atteinte à la liberté d'opinion et d'expression, droit à la présomption d'innocence, droit à une procédure contradictoire.

Traitement de l'alerte

En fonction de la catégorie d'alerte choisie, le signalement sera recueilli par la Direction la plus à même de traiter les faits rapportés

« Je ne suis pas sûr » Direction à définir

En fonction de la thématique de l'alerte

Corruption Direction Juridique France Directrice Juridique France

Discrimination ou harcèlement au travail Direction des Ressources Humaines Directeur des Affaires Sociales

Protection de l'environnement Direction du Développement Durable Directeur du Développement Durable

Pratiques anticoncurrentielles Direction Juridique France Directrice Juridique France

Santé, hygiène et sécurité au travail Direction des Ressources Humaines Directeur des Affaires Sociales

Domaine financier, comptable et bancaire Direction Administrative et Financière Directeur Administratif et Financier

Conflit d'intérêt Direction Juridique France Directrice Juridique France

Protection des droits fondamentaux Direction Juridique France Directrice Juridique France

Procédure de suivi

